

Industrie française de l'informatique : UNE FILIALE AMÉRICAINE ?

Après quinze ans de politique industrielle menée par la droite, c'est la question que l'on peut se poser. Au moment où le gouvernement prépare des choix qui engageraient la société française pour longtemps, l'article de Patrick Mottard trace un bilan indispensable. Après le dossier publié dans notre précédent numéro, nous espérons contribuer ainsi à un débat essentiel.

CONFRONTÉ à la Révolution informatique, un Etat a le choix entre deux attitudes :

- une attitude passive en n'intervenant pas dans l'informatisation de la société ; cette passivité n'est pas une forme de neutralité ; l'informatique étant un multiplicateur de puissance, la non intervention équivaut à accepter le renforcement des plus forts ;

- une attitude active en partant du principe que seul l'Etat est assez puissant pour empêcher un groupe social de confisquer le pouvoir libéré par l'informatisation la société.

Contrôler l'industrie nationale

A ce jour les pays ayant atteint l'âge informatique ont toujours revendiqué cette seconde voie, mais la distance est souvent grande entre le discours et la réalité ; en effet, si l'Etat veut véritablement contrôler l'informatisation de la société, il doit en contrôler la finalité, le rythme et les limites ; or l'efficacité de ce contrôle risque d'être considérablement réduite par la puissance des sociétés multinationales d'origine américaine dominant le marché de la production informatique : celles-ci sont en mesure d'imposer une véritable planification privée, c'est-à-dire leurs propres choix, en matière d'informatisation de la société.

La conséquence de cette puissance est évidente : si l'Etat veut véritablement conduire l'informatisation de la société, il devra auparavant s'assurer le contrôle de l'industrie informatique nationale. Les Canadiens qui ont essayé de mener un débat démocratique... audacieux sur les conséquences sociales et culturelles de l'introduction de l'électronique dans nos sociétés en savent quelque chose. En effet la non maîtrise de l'appareil industriel a rendu ce débat quelque peu « sur-réaliste » pour les citoyens et les ambitions ont dû rapidement être révisées à la baisse. La volonté de l'Etat de véritablement conduire l'informatisation de la société va être révélée par la réalité de son contrôle sur l'industrie nationale. En France de 1966 à 1981, les rapports de l'Etat avec l'industrie informatique vont prendre des formes extrêmement diversi-

tiées, révélant par là-même des approches différentes et parfois divergentes du phénomène d'informatisation de la société.

Mais inspirées par la même philosophie économique — le libéralisme — et la même logique de développement — le profit —, ces politiques vont également échouer dans leur mission, compromettant pour de longues années la création d'une véritable industrie informatique nationale et par conséquent tout véritable débat sur l'informatisation de la société française.

Les ambiguïtés du volontarisme nationaliste gaulliste

De la signature du premier Plan Calcul en 1966 à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing aux élections présidentielles de 1974, les pouvoirs publics optent officiellement pour une politique volontariste ayant comme finalité la création d'une industrie informatique française. Le fait générateur de cette politique va être, en 1963, le refus du gouvernement américain de vendre un ordinateur CONTROL DATA à la France afin que celle-ci ne puisse pas développer sa force de frappe dans les meilleurs conditions. Mortifié par l'attitude américaine, le Général De Gaulle lui-même sera à l'origine du Plan Calcul, principal instrument d'une politique d'indépendance orientée autour de deux axes : promotion d'une industrie informatique nationale, refus pour parvenir à ce but de créer une industrie informatique nationalisée.

En effet les objectifs du Plan Calcul sont très clairs. La première convention (1967-1971) a pour but de « développer une nouvelle gamme d'ordinateur originale et n'ayant rien à voir avec la technologie américaine » les responsables gouvernementaux ont donc parfaitement conscience que l'indépendance d'une industrie informatique nationale passe par une rupture avec la technologie américaine. La deuxième convention (1971-1975) prend en compte la nécessité du développement international du secteur, mais les accords internationaux doivent être recherchés en priorité en direction de l'Europe et ne doivent pas remettre en



cause l'indépendance de l'industrie française naissante.

Pour réaliser ces objectifs, les moyens sont importants. L'adjonction d'une structure administrative souple et d'un outil industriel privé, créé de toute pièce pour la circonstance donne une infrastructure tout à fait originale au Plan Calcul. La Délégation à l'Informatique placée sous la responsabilité directe du Premier ministre gère le budget du Plan Calcul, définit les grandes orientations, applique la politique gouvernementale ; la CII — issue de la fusion de la CAE et de la SEA, des entreprises françaises contrôlant à elles deux 10 % du marché national — est l'instrument industriel privé de cette politique. Les pouvoirs publics confient la responsabilité de la nouvelle société à deux groupes privés qui n'en demandaient pas tant : la CGE et la CSF.

A côté de l'opération industrielle proprement dite, le Plan Calcul doit favoriser la formation des spécialistes, l'introduction de l'informatique dans l'enseignement scolaire, le développement de la recherche avec l'IRIA et le CCRI. Pour faire bonne mesure un « Plan périphérique » et un « Plan composants » constitués sur le modèle juridique du Plan Calcul sont mis en place.

Mais cette structure organisationnelle est en réalité doublée d'engagements programmatiques extrêmement déséquilibrés. Les engagements financiers sont élevés et précis pour l'Etat, modestes et flous pour les actionnaires privés de la CII. Les engagements industriels apparaissent comme plus contraignants pour les partenaires privés du Plan Calcul, mais laissent en fait une marge de manœuvre importante à la CII et à ses actionnaires pour définir la gamme de produits fabriqués ; y compris en intégrant

sant les programmes initiaux du Plan Calcul. D'ailleurs aucune procédure de sanction ne vient compléter la liste des objectifs à atteindre. Ce déséquilibre se retrouve également au profit de la SESCOSEM et de la SPERAC, partenaires privées de l'Etat pour le « Plan composants » et le « Plan-périphérique ».

Un bilan négatif

Le bilan de huit années de Plan Calcul ne va pas être à la hauteur des espérances de ses promoteurs : si l'industrie informatique française réussit à acquérir un certain potentiel technique, sa position sur le marché mondial est toujours aussi faible et la primauté des sociétés américaines reste incontestée.

En effet, après quelques difficultés initiales, la CII va réussir une incontestable percée technologique ; au-delà des quatre ordinateurs de la série IRIS, le mini-ordinateur MITRA 15 démontre avec éclat la capacité technique et l'esprit d'initiative des équipes de la CII puisqu'il n'était pas prévu par le Plan Calcul. Ainsi en 1975-76 il ne fait pas de doute que c'est pour bénéficier de la technique CII que les allemands de SIEMENS veulent réaliser l'accord UNIDATA. Certains diront que ce succès technique a été payé au prix fort par le contribuable puisque de 1967 à 1975 les pouvoirs publics ont injecté plus de 2,6 Milliards de Francs dans le secteur¹. D'autant plus qu'au-delà du volume du financement public, les conditions d'utilisation de ces fonds semblaient sujettes à caution puisque la Cour des Comptes est très critique à ce sujet dans son rapport de 1974.

Si le succès technique même couteux n'est guère contestable, il en va tout autrement du bilan commercial. Dans le « hit-parade » des grands de l'informatique la place de la CII reste modeste : 1 % du marché mondial, 5,5 % du marché européen. La position des firmes américaines est toujours très forte (83,5 % du parc national, 65 % en RFA ; 60 % en Grande-Bretagne, 45 % au Japon) ? Ainsi « la capacité technologique ne s'est cependant pas accompagnée d'une transformation sensible de la structure d'approvisionnement du marché informatique français qui reste dominé par les producteurs américains. »².

Succès technique, échec commercial, ce bilan du Plan Calcul peut apparaître au premier abord comme un demi-succès ; en réalité c'est à un véritable échec de la stratégie mise en place en 1966 qu'il faut conclure. En effet, le succès technique est purement formel : s'il n'a pas un prolongement commercial ; en ne dépassant pas un certain seuil quantitatif, l'industrie informatique nationale est obligée de subir : elle reste un simple objet de curiosité qui a toutes les chances de rejoindre Concorde et la filière française de l'atome dans le musée des illusions gaullistes. Le Plan Calcul va même avoir des effets pervers : en développant la consommation d'informatique sans modifier sensiblement les structures

du marché, il contribue indirectement à l'expansion des constructeurs américains.

Un sabotage organisé ?

Pour Jacques Jublin et Jean-Michel Quatropoint³, l'échec du Plan Calcul serait dû à un véritable complot regroupant hommes politiques, hauts fonctionnaires et industriels ; en effet la responsabilité de certains acteurs privés et publics du Plan Calcul semble écrasante. Ainsi la continuelle opposition entre actionnaires de la CII (CGE et THOMSON après sa fusion avec CSF) rivaux en dehors de l'informatique, a considérablement affaibli la structure industrielle du Plan Calcul. Ces actionnaires privés n'ont d'ailleurs pas joué le jeu en n'apportant pas un soutien financier suffisant, en détournant quand cela était possible les aides de l'Etat à leur profit et en n'étant même pas... clients de leur filiale.

Il ne fait également pas de doute que certains hauts fonctionnaires et même certains ministres ont joué contre la CII. Enfin, une fois n'est pas coutume, l'Etat n'a pas joué avec beaucoup de rigueur son rôle de tuteur de l'Administration, des Entreprises Publiques et même des collectivités locales pour inciter à acheter du matériel CII.

Nécessaire, cette explication est insuffisante : c'est en réalité la formule même du Plan Calcul qui est à l'origine de son échec. En associant pouvoirs publics et capitaux privés, intérêt général et profit, on mariait l'eau et le feu. Considérer cette association public-privé comme un substitut à la nationalisation, c'était se faire beaucoup d'illusions sur le caractère national du capital privé. La finalité de celui-ci sera toujours la recherche du profit par sa propre logique de développement : il est possible que ce processus coïncide avec l'intérêt national, mais cette situation sera toujours provisoire et conjoncturelle, jamais permanente et structurelle.

Au fil des années la CII est devenue un « monstre juridique » : un véritable arsenal à capitaux privés tiraillé entre des actionnaires démissionnaires et des pouvoirs publics impuissants.

Parallèlement, le « Plan-composants » et le « Plan-périphérique » connaissent d'innombrables difficultés : la SESCOSEM va être absorbée par sa maison-mère THOMSON en 1972, la SPERAC par la CII en 1970. Ce triple échec démontre à l'évidence que la promotion d'une industrie informatique nationale passe par la constitution d'un puissant groupe public. Or si le pouvoir gaulliste a reconnu la première exigence dès 1963, il refusera toujours avec obstination la seconde.

Pendant cette période, le gouvernement va avoir en effet au moins deux occasions de nationaliser en douceur l'industrie informatique française. Par deux fois il préférera une solution américaine à la publicisation. En fait, ce refus de nationaliser rejoint l'hostilité globale des pouvoirs publics vis à vis d'un sec-

teur public qu'on refuse d'élargir et qu'on s'efforce de réduire. Ainsi dans les télécommunications, secteur essentiel dans la perspective télématique, nous assistons pendant cette période à une privatisation des P et T et à l'affaiblissement de l'industrie spatiale publique (SNIAS) au profit de MATRA.

Le paradoxe du fatalisme atlantiste giscardien

De 1974 à 1981, la politique informatique giscardienne va, quant à elle, cultiver le paradoxe en programmant la disparition d'une véritable industrie informatique nationale tout en soutenant le dirigisme privé d'origine étrangère qui va immanquablement naître de cette situation. Dès le 2 octobre 1974 — quelques mois seulement après la prise de fonction du Président Valéry Giscard d'Estaing — le gouvernement supprime la Délégation à l'Informatique, pièce centrale du Plan Calcul, et symbole de la volonté gaulliste de promotion d'une industrie informatique nationale.

L'année suivante, l'accord UNIDATA qui regroupait SIEMENS, PHILIPS et la CII pour promouvoir une informatique européenne est abandonné dans des conditions de précipitation et d'irresponsabilité qui vont affaiblir le crédit de la France en matière d'accord européens pour de longues années.

Enfin, le 23 décembre 1975, la seule société française de grande informatique (CII) passe sous le contrôle de l'américain HONEYWELL. L'opération sera présentée par le gouvernement comme une « francisation » sous prétexte que les capitaux français sont légèrement majoritaires dans la nouvelle société (CII-HB). En fait cette présentation est une véritable mystification : un comité de coordination technique dominé par les Américains est chargé de définir la stratégie mondiale des produits, d'approuver les budgets d'études et les nouveaux produits ; une clause de sortie avantage le partenaire américain en prévoyant le rachat de ses actions dans des hypothèses qu'il peut pratiquement faire jouer de façon discrétionnaire. Au-delà des arguments de textes, les analyses de droit économique ont démontré que des constructions juridiques équilibrées — et c'est loin d'être le cas on l'espère — ne résistent pas à un déséquilibre économique trop important entre partenaires. Or, la force économique d'HONEYWELL, surnommé « l'autre fabricant d'ordinateurs », ne peut qu'entraîner la vassalisation de la CII-HB conséquence d'autant plus prévisible que la Compagnie des Machines BULL avait subi ce sort à la suite de l'accord avec GENERAL ELECTRIC.

Le redéploiement de l'industrie informatique

En fait, la politique industrielle des pouvoirs publics en matière d'informatique n'est pas isolée : elle se rattache à

l'option économique générale dite du « redéploiement industriel », véritable leitmotiv des gouvernements de 1974 à 1981. Par redéploiement industriel on entend officiellement l'adaptation de l'industrie française à la nouvelle Division Internationale du Travail (D.I.T.) par l'équilibrage du commerce extérieur et un retour au libre jeu de la concurrence : l'industrie française doit avant tout trouver sa place dans la nouvelle donne internationale, place dont on sait par avance qu'elle sera subordonnée. En effet, l'insertion de la France dans la nouvelle DIT passe par le partage de son industrie en deux secteurs : un secteur dominé regroupant les industries et les entreprises françaises ne pouvant pas rivaliser avec la concurrence étrangère, un secteur offensif regroupant un certain nombre d'industries ponctuelles où les entreprises françaises sont susceptibles de faire de bons résultats à l'exportation. La politique économique de Valéry Giscard d'Estaing a effectivement consisté à favoriser systématiquement la promotion du second secteur tout en organisant l'intégration du premier dans les économies dominantes.

En se spécialisant non pas dans les secteurs stratégiques mais dans les industries considérées comme les plus rentables dans le contexte français, on sacrifie l'indépendance nationale, même si dans les discours officiels on essaie de maquiller cet abandon sous les couleurs mondialistes de la philosophie trilatérale de l'interdépendance du monde occidental développé. Devant le retard technologique et les médiocres résultats financiers de l'industrie informatique française, les responsables de l'économie vont se poser la question de l'opportunité de son existence sous la forme d'une industrie nationale. Au détriment de sa cohérence, la filière informatique va éclater en deux : un secteur dominé, correspondant à l'informatique classique où l'industrie française doit abdiquer toute ambition, les entreprises d'origine nationale devenant sous-traitantes des multinationales américaines : un secteur offensif, regroupant quelques crânes très spécialisés de la production informatique où la France a des chances de s'imposer sur le marché mondial, c'est-à-dire la robotique, la bureautique et le service informatique.

Honeywell fait ce qui lui plaît

En fait l'application de ce plan va connaître quelques vicissitudes : si la partie négative de ce plan a été réalisée sans retard, les dispositions positives ne se sont que partiellement concrétisées. Dans l'informatique classique, nous avons vu que le processus a été mené à son terme dès 1975. Par contre le processus qui devait conduire à l'émergence de productions spécialisées est à peine entamé : la politique d'aide au développement de la bureautique et de la robotique n'est véritablement engagée que de-

Américaniser, plutôt que nationaliser

En 1964, la société américaine GENERAL ELECTRIC est sur le point de racheter la COMPAGNIE DES MACHINES BULL. En fait, la situation est extrêmement favorable à une nationalisation qui permettrait de conserver BULL dans le patrimoine national. Psychologiquement, une telle mesure serait parfaitement comprise par l'opinion publique quelques mois après le refus américain de vendre un ordinateur nécessaire à la force de frappe.

Politiquement, jamais le pouvoir ne sera aussi peu menacé que pendant la période 62-65 : l'opposition de gauche est trop faible pour qu'une mesure de nationalisation apparaisse comme le résultat de sa pression idéologique.

Economiquement BULL n'est pas un « canard boiteux », elle connaît certes des difficultés, mais reste très saine, sa précarité financière a pour principal responsable... l'Etat, qui refuse prêts directs, autorisation de prêts à l'étranger ou dans le secteur para-public, et laisse l'administration acheter du matériel IBM.

Enfin, les industriels privés français montrent peu d'enthousiasme vis-à-vis de BULL en particulier, et de l'informatique en général. Malgré cette conjonction d'éléments favorables à une prise de responsabilité de la puissance publique, l'Etat préfère la solution américaine : le rachat de BULL par GENERAL ELECTRIC.

En 1970, une seconde affaire BULL donne l'occasion aux pouvoirs publics de rectifier l'option de 1964. GENERAL ELECTRIC se retire du marché mondial de l'informatique et cède ses activités à HONEYWELL. Mais BULL-GE étant toujours une société de droit français, l'opération nécessite l'aval du gouvernement français. Sans être aussi propice qu'en 1964, la situation est tout de même favorable à une nationalisation. Politiquement, les élections de 1968-69 ont disloqué les forces de gauche, une éventuelle nationalisation de BULL ne peut donc pas paraître comme une concession faite sous la pression de l'adversaire. Economiquement, c'est l'occasion rêvée de récupérer BULL après l'erreur de 1964, et de l'intégrer à la jeune CII qui a par ailleurs des troubles de croissance. Mais une fois encore, c'est la solution américaine qui va prévaloir à toute mesure de nationalisation.

puis décembre 1980 soit cinq ans après le fusion CII-HB.

Quant à l'industrie du service informatique, son évolution illustre parfaitement la fragilité d'une spécialisation trop étroite : en effet la tendance actuelle montre que l'avenir appartient aux entreprises de service, filiales de constructeurs. Sans constructeur d'importance, l'industrie du service informatique française risque de régresser. Ainsi c'est sans surprise que nous assistons à partir de 1976 à la filialisation progressive de l'industrie informatique française par rapport à son homologue américaine : la logique de redéploiement industriel sera respectée jusqu'à ces ultimes conséquences.

Si la fusion de 1976 n'a pas abouti à la

mise en tutelle de la CII-HB, elle n'a pas débouché sur une véritable coopération. HONEYWELL a mené sa stratégie comme bon lui semblait sans se préoccuper des Français : libre à eux d'acheter, de fabriquer, voire d'adapter les ordinateurs conçus outre-Atlantique, libre à eux également de développer à leurs frais, leurs propres machines.

Cette attitude d'HONEYWELL a pu donner l'impression d'une certaine autonomie productrice par le développement d'un ordinateur (DPS.7) indépendamment des Américains et une percée remarquable dans la mini-informatique et la bureautique. Autonomie organique également, dans la mesure où SAINT-GOBAIN - PONT A MOUSSON (SGPM) devient le principal actionnaire de CII-HB et peut faire contrepoids à HONEYWELL. Mais au-delà des apparences, l'entreprise franco-américaine va perdre rapidement l'essentiel de son indépendance. Ainsi en 1980, sur les six produits de la gamme CII-HB, trois sont d'origine américaine DPS 8, 62, MINI 6, notamment les ordinateurs situés en bas de gamme — les plus rentables. Dans ces conditions il est difficile de parler de partnership et même d'autonomie.

Vers un démantèlement de CII-HB ?

Quant au déficit des échanges entre la CII-HB et HONEYWELL, il n'a pas cessé de croître passant de 7,5 millions de dollars en 1976 à plus de 65 millions en 1979 et 1980 malgré la fabrication d'une part importante du matériel d'origine HONEYWELL sur le territoire français. Nous sommes loin de l'opération « équilibrée et équitable » que les pouvoirs publics appelaient de leurs vœux en 1975 ; le fléau de la balance penche du côté d'HONEYWELL qui peut aujourd'hui se passer de CII-HB alors que l'inverse n'est plus vrai. En cas de rupture brutale avec son partenaire américain, CII-HB ne serait plus qu'une coquille vide : les difficultés présentes du gouvernement Mauroy pour définir les modalités de la nationalisation de CII-HB illustrent tout à fait ce rapport de force.

Quant à l'actionnaire majoritaire SGPM loin de jouer le rôle attendu de contrepoids, il menace également l'indépendance et l'intégrité de sa filiale. Le rachat d'un pourcentage important du capital d'Olivetti et l'éviction de Jean-Pierre Brulé de la fonction de PDG sont interprétés par beaucoup comme les signes avant-coureurs d'une restructuration du groupe SGPM passant par le démantèlement de CII-HB.

Pendant cette période, la mini-informatique française va également s'affaiblir. En effet la CII-HB, qui au terme des accords de 1975, ne devait pas empiéter sur ce créneau, va considérablement développer ce type de production. Or cette pénétration dans le secteur de l'informatique va être réalisée avec... du matériel américain. Le mini 6 fabriqué par CII-HB à Angers était précédemment construit aux USA par HONEYWELL.



sous le nom de LEVEL 6. Comme l'Etat a indirectement contribué au développement la CII-HB dans le secteur et qu'il est obligé de soutenir les producteurs nationaux de mini-informatique en mauvaise santé économique, on obtient une politique tout à fait surréaliste : les pouvoirs publics aident une entreprise franco-américaine à asphyxier des entreprises françaises elles-mêmes aidées par l'Etat. Les difficultés de LOGABAX illustrent parfaitement les contradictions d'un tel système.

Un secteur filialisé par les Américains

Enfin, troisième exemple de filialisation du secteur par rapport à l'informatique américaine : l'industrie des composants qui, de plus en plus intégrée sous la pression d'IBM à l'industrie informatique, est fortement pénétrée par les sociétés américaines sous forme de « joint ventures » ou d'accords de licence élargis avec les sociétés françaises. Ainsi les tandems SGPM-NSC, MATRA-HARRIS, EFCIS-MOTOROLA et même depuis mars 1981 la récente association entre l'Américain ACSYS et... la CII-HB tendent à prouver que « les Français semblent ne pas pouvoir se passer des Américains en matière de composants électroniques »⁴.

Dans la logique du redéploiement industriel, l'informatique française doit théoriquement gagner en rentabilité ce

qu'elle perd en autonomie. Si la politique suivie à partir de 1974 aboutit effectivement à une industrie informatique française dominée, la rentabilisation de cette dernière reste toute relative.

Pourtant, à partir du bilan 79, la capacité bénéficiaire de la CII-HB semble rétablie : 100 millions de francs hors subvention ; en 1980 les résultats sont encore meilleurs (160 millions). En fait, ces résultats ne correspondent pas vraiment à la réalité : tout d'abord ces chiffres ont été obtenus après un véritable « gymnastique » comptable des services financiers de la firme : reports déficitaires, conversion de location en vente, anticipation sur les résultats futurs par l'inscription au bilan de la vente de matériel non livré... etc. Notons également l'importance des aides publiques, surtout dans le bilan 1979. Quant aux commandes publiques rendues pratiquement obligatoires par l'accord de 1976, elles constituent une partie importante du chiffre d'affaires. Enfin, ces résultats flatteurs ont été obtenus en partie grâce à l'activité de la CII-HB dans la mini-informatique, activité dont elle était exclue par les accords de fusion.

Par conséquent même si en 1979 et 1980 les bilans apparaissent comme formellement bénéficiaires, les résultats financiers réels de la CII-HB restent faibles. Il ne faut pas aller chercher plus loin les raisons de la révocation de Monsieur Brulé par SGPM avec l'accord d'HO-NEYWELL. Mais il s'agit peut-être moins

de s'interroger sur la réalité de la capacité bénéficiaire que sur sa finalité : « En quoi la capacité bénéficiaire de CII-HB importe-t-elle plus aux Français que celle d'IBM, de MOTOROLA et de GENERAL MOTORS dont les usines et l'action commerciale en France jouent un rôle économique au moins aussi important que celui de CII-HB ? »⁵.

Un soutien public au dirigisme privé

D'autre part, la période 1974-1981 va aussi marquer la fin du dirigisme public dans le secteur de l'informatique : dans le cadre du redéploiement industriel, une telle politique est logique dans la mesure où l'impératif de rentabilité étant le seul critère retenu pour dresser la nouvelle carte économique de la France, les entrepreneurs privés sont mieux placés que les pouvoirs publics. Dans l'informatique ce dirigisme privé a toutefois une nature très particulière. En effet, si le discours officiel rend régulièrement hommage au dynamisme des petites entreprises de la mini-pérenformatique ou du secteur des services, ce sont les multinationales d'origine américaine qui dominent : elles auront donc la responsabilité du redéploiement du secteur. Toutefois cet abandon du dirigisme public ne correspond pas à un désengagement de l'Etat, bien au contraire.

A partir de 1976, les pouvoirs publics



vont apporter un concours important au dirigisme privé qui oriente désormais le secteur. Dans un premier temps l'Etat va contribuer matériellement au développement de ce dirigisme privé, les deniers publics aidant le secteur privé à remplir les engagements qu'il se sera préalablement fixé. Dans un second temps, l'Etat, gardien de l'équilibre idéologique et social de la Nation, va s'employer à atténuer les conséquences les plus abruptes d'une informatisation conduite sous la bannière de la rentabilité privée.

En ce qui concerne l'aide matérielle, les interventions financières directes sont très importantes. Ainsi de 1976 à 1980, la seule CII-HB va recevoir 1,44 milliards de subvention, la CII (B) chargé de gérer les activités mini-informatiques de l'ex CII va recevoir quant à elle plus de 700 millions, les autres entreprises de mini

comme la SEMS, LOGABAX, INTER-TECHNIQUE, etc... reçoivent 100 millions sous forme de subventions, d'aides à la recherche et de marchés d'études. En décembre 1978, le Conseil des ministres débloque 2,25 milliards pour favoriser la micro-électronique et ses applications. Les participations publiques (CMB, SEMS) sont plus modestes mais constituent de véritables subventions déguisées dans la mesure où les pouvoirs publics ne revendiquent aucun rôle dans la gestion.

On encourage la consommation d'informatique

Mais aussi spectaculaires que soient ces interventions financières, elles ne doivent pas faire oublier les autres for-

mes de transfert Etat-Industrie informatique. Ainsi les commandes publiques constituent une importante modalité de transfert. En fait si nous considérons à la fois le volume et les conditions tout à fait particulières d'engagement de l'administration, il s'agit là aussi d'une variété de subvention : en 1976, l'Etat apporte à la CII-HB une garantie de commandes publiques s'élevant à 4,05 milliards et signe une convention stipulant que si les commandes sont inférieures à ce chiffre, la subvention directe sera augmentée d'une somme correspondant aux charges fixes des commandes non réalisées.

Par l'intermédiaire de l'IRIA, la recherche publique sera aussi une importante source de transfert. Les pouvoirs publics ont également un rôle très actif en matière de promotion de l'informatique : les services télématiques offerts par les PTT

(Transpac, Teletext, Telefax, annuaire électronique...) constituent un encouragement à la consommation d'informatique, les opérations pilotes comme l'informatisation expérimentale de la ville de Vélizy ont le même but.

Enfin n'oublions pas les aides à la diffusion accordées par l'Agence de l'Informatique (ADI), établissement public chargé de promouvoir les applications de l'informatique à l'aide de fonds publics. Ainsi les pouvoirs publics aident l'industrie informatique à produire mais aussi à vendre.

Cette aide qui était pour des raisons politiques et géo-économiques concentrée principalement sur les entreprises de

l'ex-CII tend à se diversifier mais reste toujours sans contrepartie programmée.

Résiduellement, le rôle de l'Etat giscardien va consister à atténuer les conséquences du dirigisme privé. La première action en ce sens sera défensive : il s'agit de dégager quelques espaces de liberté pour rassurer des citoyens inquiétés par le renforcement des pouvoirs résultant de l'informatisation de la société. Les instruments de cette action défensive sont la loi « Informatique et Libertés » de janvier 1978 et la Commission du même nom (CNIL).

La seconde action de l'Etat sera plus offensive il s'agit de mener une action

idéologique pour faire accepter l'informatique à un corps social spontanément réticent. Le désormais classique rapport Nora-Minc — quelles que soient sa qualité et sa valeur critique — procède de cette volonté intégratrice ; le Colloque International « Informatique et Société » réuni du 24 au 29 septembre 1979 sous la haute autorité du Président de la République avait le même but ; dans le discours de clôture, Valéry Giscard d'Estaing développera une fois de plus le thème de l'informatique, fondement d'une société mondialiste et consensuelle.

Le poids du passé

Depuis le 10 mai 1981, une autre politique est prévue, sera-t-elle possible ? Dix années de volontarisme dévoyé plus sept années d'un redéploiement mutilant risquent de peser lourdement sur les options du nouveau gouvernement. Il sera très difficile, au moins à court terme, d'effacer les conséquences industrielles, techniques, juridiques, politiques et culturelles de la période antérieure.

Un exemple entre cent de ces difficultés : la nationalisation de la CII-HB prévue dans le programme électoral de Monsieur Mitterrand risque d'être juridiquement délicate compte tenu des dispositions « anti-nationalisation » mises en place par l'accord de fusion de 1975 entre la CII et HONEYWELL afin de dissiper les inquiétudes du futur partenaire américain ; ainsi la nationalisation entraînera automatiquement pour CII la perte de son réseau commercial à l'étranger — car sa filiale spécialisée CII-HB INTERNATIONAL est une société de nationalité hollandaise ayant son siège aux Pays-Bas ou le rachat par l'Etat des 47 % du capital détenu par HONEYWELL, la mise sous séquestre ayant été rendue impossible par le dépôt des titres de propriété chez un « trustee »... la BARCLAY'S BANK de Londres.

Mais quelles que soient les difficultés, il faut relever le défi : c'est à ce prix que nous n'aurons plus à redouter l'effacement économique et culturel d'une France victime d'un futur informatisé construit par le profit.

Patrick MOTTARD

(Juriste associé au L.A. 301 CNRS
« Formes Juridiques et actions économiques » Université de Nice)

Une hypothèse de droit économique

L'aide sans contrepartie apportée par l'Etat à l'industrie informatique de 1976 à 1980 est discriminatoire, la CII-HB en étant de loin le principal bénéficiaire. Dans un premier temps, la justification de cette discrimination est politique : après dix ans de Plan Calcul, les pouvoirs publics n'ont pas voulu abandonner purement et simplement la voie française de l'informatique.

L'aide discriminatoire en faveur de la CII-HB est donc un compromis entre l'exigence économique du redéploiement industriel et celle purement politique d'une apparence d'industrie nationale de l'informatique. Comme l'Etat français ne peut évidemment pas subventionner les filiales trop directement liées aux multinationales américaines, il se contentera de le faire avec celles qui permettent de sauver juridiquement les apparences, comme la CII-HB « francisée ».

Rivaliser avec IBM

Le même schéma a d'ailleurs été adopté dans d'autres domaines industriels comme le nucléaire et les télécommunications. Toutefois, dans le cas de l'informatique, une autre hypothèse peut être avancée : celle-ci consiste à se demander si l'Etat français n'a pas eu, dans le cadre de la nouvelle DIT, un mandat implicite de la puissance économique dominante, les USA, pour contribuer à promouvoir un second pôle mondial de l'informatique, capable de rivaliser avec IBM.

En effet, le système capitaliste suppose, pour fonctionner, le maintien d'une certaine concurrence. Or le marché mondial de l'informatique présente une structure tout à fait exceptionnelle : une seule entreprise, IBM, contrôle les trois quarts du marché, elle a un potentiel technique suffisant pour éliminer quand elle le veut, comme elle le veut, toute concurrence — la situation n'étant supportable que par l'auto-limitation d'IBM qui craint d'une part de sortir de sa compétence économique, d'autre part de subir les procès de la concurrence au nom de la législation antitrust américaine.

C'est dans ce contexte — qui risque encore d'être aggravé par l'exposition technologique de la télématique — que la constitution d'un deuxième pôle de l'in-

dustrie informatique prenait tout son sens.

Une mission d'assainissement du marché

Ainsi les pouvoirs publics français pouvaient en 1976 être chargés d'une mission d'assainissement du marché mondial de l'informatique dans le cadre de la définition d'une nouvelle DIT sous domination des multinationales américaines, en contribuant à la promotion d'un concurrent d'IBM. Cette hypothèse est d'autant plus crédible que l'opération CII-HB n'a pas un véritable caractère nationaliste : en effet, une opération de type CII ou UNIDATA n'avait aucune chance de bénéficier de la complicité objective des pouvoirs publics et privés américains. Il en était tout autrement avec un groupe américain comme HONEYWELL. Ainsi s'effectuait une sorte de répartition des rôles :

— A l'Etat américain, champion du libéralisme, le rôle du mécanisme concurrentiel, maniant avec une apparente sévérité l'arme absolue de la législation anti-trust ;

— à l'Etat français, réputé plus interventionniste, la contribution financière à la constitution d'un second IBM juridiquement français, mais économiquement américain permettant de sauvegarder un minimum de marché mondial de l'informatique.

La stagnation d'HONEYWELL (HIS) sur le marché mondial, le déclin (très) relatif d'IBM gagnant un certain nombre de procès antitrusts, une « francisation » de CII-HB qui ne trompe personne, sont autant d'éléments qui feront apparaître rapidement les limites d'une telle opération. Toutefois, l'hypothèse selon laquelle l'intervention de l'Etat serait la conséquence nécessaire de la concentration capitaliste, intervention notamment justifiée par la fonction régulatrice de l'Etat vis-à-vis des différents pouvoirs privés économiques, serait également exacte au niveau international en cas de forte concentration dans un secteur. Mais dans la mesure où il n'existe pas d'autorité supranationale capable d'avoir cette fonction régulatrice, ce sera, selon les circonstances politiques et économiques, à tel ou tel Etat d'intervenir dans le sens de la plus grande cohésion du marché mondial.

* Gérard Farjat, *Droit économique*, PUF Thémis, 1971.

1. 1 230 millions de subventions à l'industrie informatique (principalement à la CII), 280 millions d'aides à l'industrie des périphériques et composants, 420 millions pour développer l'enseignement de l'informatique, 160 millions au titre des applications nouvelles, 256 millions pour la téléinformatique (CNET), 285 millions pour la recherche (IRIH et CRI). Source : Rapport NORA-MINC.
2. J.M. Fabre, T. Moulon Guel, Annexe n° 7 au rapport sur *L'informatisation de la société*, p. 23.
3. J. Jublin, J.M. Quatrepoint, *French Ordinateurs A. Moreau*, 1976.
4. Olivier Perotto, *Le Matin*, 6 mars 1981.
5. Philippe Morin, *Electronique Actualités*, 30 janvier 1976.